

Retour sur la polémique la moins excitante de la semaine

Author : Greg Pascon

Date : 30 janvier 2015

Après avoir entendu les envolées moralisatrices du cœur médiatico-politique local s'indigner d'un dessin sur une banderole déployée dans un stade de foot et avoir vu un débat sur une mesure aussi raciste qu'improductive se faire coincer sur le point Godwin en un temps record, vous aurez sans doute beaucoup de mal à me croire si je vous dit que toutes les polémiques ne sont pas ridicules et stériles. Il y en a même qui ne servent pas essentiellement à animer des talkshows circulaires et soporifiques. Tenez celle qui secoue, en cette fin de semaine, le monde académique français dans son secteur « économie »...

Bon évidemment, introduit comme ça, tout de suite, ça a l'air moins sexy comme source de débat qu'une émission dans laquelle Jean-Claude Defossé tente de nous montrer que si on ne prend pas des mesures énergiques et courageuses, on ne pourra bientôt plus trouver de jambon à l'os en dehors des épiceries spécialisées - et encore, dans le rayon "ethnique". Pas de quoi enflammer les réseaux sociaux en deux séquences chocs, je vous l'accorde. Le truc, c'est que ce qui vient d'être révélé au travers de deux textes récemment publiés en ligne est un conflit qui se déroule en coulisse et qui n'a rien de spectaculaire. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne soit sans la moindre importance.

Que s'est-il passé ? Me diront les plus impatients d'entre vous.

Il se trouve que, en France, quelques "derniers des mohicans" ont tenté une manœuvre de dés-encerclement au sein de l'académie en proposant de créer une section intitulée « économie politique » - et ce pour répondre à la main mise des « orthodoxes » sur celle de « science économique ». Et là, bam, coup de théâtre, le projet qui était en bonne voie capote suite à l'intervention de deux des pontes de la discipline, Philippe Aghion et le tout dernier « prix Nobel d'économie » (on sait que c'est pas vraiment comme ça que ça s'appelle mais, passons les détails), Jean Tirole. Le contexte de l'intervention de ce dernier et la lettre qu'il a envoyé à la ministre compétente est expliqué dans un article de Marianne, injustement intitulé : [« Quand le Nobel français d'économie pète un plomb... »](#).

Je dis « injustement » parce que dans une sorte de contre-offensive au mouvement de leur adversaire, Jean-Pierre Dupuy et Frédéric Lordon montrent, dans un texte intitulé [« Portrait de l'économiste en nettoyeur »](#), que la sortie de Jean Tirole n'a rien d'un coup de sang. Elle s'inscrit plutôt dans une stratégie globale, visant à conserver une domination sur la parole savante et médiatique concernant l'économie. Comme l'écrivent les deux "rebels" : « En l'occurrence il y va de la possibilité d'une pensée économique désalignée de la théorie dominante, dite néoclassique, dont les rapports avec l'ordre présent du monde, s'ils ne sont pas immédiats, n'en sont pas moins tout à fait réels – à l'image des deux théoriciens-activistes qui s'occupent à verrouiller toute la chaîne du discours économique, depuis la formation universitaire jusqu'à la formulation de la politique économique ».

L'enjeu de cette castagne-là, pour feutrée qu'elle soit, c'est de bloquer ou de rendre possible l'émergence de pensées dissidentes – du moins dans l'espace académique. Évidemment, un

truc pareil, vous vous rendez bien compte qu'on ne va pas vous emmerder avec ça dans Mise au Point!

Pourtant (puisqu'on parle de Mise au Point), comment ne pas se rappeler, pour la replacer dans ce contexte, de la sortie déjà oubliée mais passée un peu quand-même dans notre « inconscient médiatique » (pour essayer un machin), d'un de notre plus grand prêtre made in Belgium, Etienne de Callataÿ. Mais si, vous vous souvenez, il avait dit ceci : "Pourquoi faut-il indemniser le philosophe ou le sociologue ? Osons porter le débat. D'un côté, le gamin qui n'a pas eu la chance de faire des études doit accepter à peu près n'importe quel boulot, et s'il refuse, il ne reçoit pas d'indemnités. De l'autre, on considère qu'il n'est pas convenable d'offrir à un sociologue (c'est un exemple) un emploi qui ne demanderait pas de qualifications. On comprend la logique : ce serait absurde d'avoir investi pour rien dans sa formation. Mais la notion d'emploi convenable est perverse : un tas de gens choisissent de ne pas se former dans les filières en pénurie mais bien dans celles où il y a surabondance. J'ai un problème avec le nombre de journalistes que l'on forme chaque année. Il n'est pas juste que la collectivité, en ce compris des gens qui ne gagnent pas bien leur vie, voit ses impôts financer des formations qui ne serviront à rien. Il faudrait reposer la question de l'emploi convenable, et de la formation. On pourrait imaginer que les filières en pénurie fassent l'objet d'un minerval réduit et celles en sureffectif d'un minerval majoré."

Enfin, voilà, il y a la matière à se souvenir que le mot "chaire" désigne aussi bien une place de titulaire d'un cours dans une université et la tribune du prédicateur dans une église. Mais surtout qu'une guerre contre un fondamentalisme religieux pourrait bien en cacher une autre...